

# ÉTHIOPIE: LE POISON DE L'ETHNIE

TEXTE **ÉRIC MIRGUET**, directeur du pôle Programme et plaidoyer de l'ACAT-France  
PHOTO **HÅKON MOSVOLD LARSEN** - NTB SCANPIX & AFP

L'arrivée au pouvoir du Premier ministre Abiy Ahmed en 2018 a soulevé un vent d'espoir dans le pays. De père oromo musulman et de mère amhara chrétienne orthodoxe, il semblait représenter une chance pour le pays. Aujourd'hui, il est son plus grand danger.

région du Tigré (située au nord du pays et frontalière de l'Érythrée) et s'assurer de la tenue des élections en 2021. Alors, les effets du second accord de paix se font sentir: très vite, la présence de troupes érythréennes participant à l'offensive du pouvoir central est avérée. Aussi rapidement sont confirmées les exactions commises par ces troupes sur les populations du Tigré. Il y a là la vengeance d'un pays (l'Érythrée), qui considère la région du Tigré – dont les représentants étaient au pouvoir en Éthiopie lors du sanglant conflit opposant les deux pays – comme responsable de cette guerre et des morts qu'elle a engendrées.

La ville sainte d'Aksoum devient le symbole de cette nouvelle alliance: les forces militaires éthiopiennes et érythréennes en prennent le contrôle lors d'une offensive de grande ampleur. Un rapport d'Amnesty International établit que, dans les jours qui suivent, les populations civiles sont victimes d'exactions majeures sur une base ethnique. Il relève: «*Les 28 et 29 novembre 2020, des soldats érythréens ont tué de manière systématique des centaines de civils non armés dans la ville d'Aksoum. Ils ont ouvert le feu dans les rues et fouillé toutes les maisons.*»<sup>(2)</sup> Les témoins sont catégoriques: les victimes n'étaient pas armées et la plupart s'enfuyaient en courant pour échapper aux soldats.

Les exactions se succèdent dans une spirale qui apparaît aujourd'hui sans fin. Les violences perpétrées par les forces érythréennes mettent en danger les camps de réfugiés érythréens qui se trouvent sur le territoire éthiopien<sup>(3)</sup> et deviennent la cible des forces tigréennes et de leurs graves exactions.

Un rapport des Nations unies publié en novembre 2021 alerte sur la gravité des crimes commis par tous les acteurs du conflit<sup>(4)</sup>. Les responsables devront en répondre un jour.

Depuis 2020, les exactions se succèdent dans une spirale qui apparaît aujourd'hui sans fin

12 Sa première mission était d'apaiser les tensions entre communautés, qui s'étaient aggravées au cours des années précédentes, notamment au sein de la communauté oromo, principale ethnique du pays. La répression des mouvements de contestation, qui avaient contribué à son accession au pouvoir, avait fait de nombreux morts<sup>(1)</sup>.

## LA PAIX AU SERVICE DE LA GUERRE

Sa décision de faire la paix avec son voisin érythréen a été saluée par la communauté internationale et en a fait le lauréat du prix Nobel de la paix 2019. L'accord de paix avec le Front de libération oromo (FLO) a mis fin à un conflit vieux de 45 ans entre ce groupe et le pouvoir central éthiopien. Mais ces paix nouvelles ont embrasé le pays au lieu de le réconcilier.

Les premiers incidents ont éclaté au sein de la communauté oromo. De fait, la signature de l'accord de paix signifiait le retour des leaders du FLO au pays, après un long exil en Érythrée; l'occasion pour certains de leurs partisans de s'en prendre violemment à d'autres communautés, notamment autour d'Addis-Abeba. Au cours de l'année 2018, des centaines de personnes ont été assassinées dans des attaques à caractère ethnique.

L'annulation des élections prévues au cours de l'été 2020 pour cause de Covid-19 a eu des conséquences dévastatrices: les autorités tigréennes ont décidé de maintenir leurs élections au niveau régional et de ne plus reconnaître le pouvoir central. En novembre 2020, ce dernier a lancé une opération militaire pour reprendre le pouvoir dans la



Le Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed Ali, a reçu le prix Nobel de la paix à Oslo (Suède), le 10 décembre 2019.

## LES RÉSEAUX DE LA HAINE

Le conflit qui se développe se double d'un autre, tout aussi dévastateur: celui des réseaux sociaux. L'exemple du Myanmar est encore dans toutes les têtes: des développements entiers du rapport de la commission d'enquête des Nations unies sont consacrés au rôle de ces réseaux dans la propagation de la haine<sup>(5)</sup>. Lors des émeutes de 2018, Amnesty observait déjà que «*les réseaux sociaux ont été inondés de discours de haine contre des groupes non oromo au cours des trois jours précédant le rassemblement*»<sup>(6)</sup>. Ces faits se trouvent décuplés dans le conflit actuel.

Lors de sa déposition devant le Congrès américain en octobre 2021, la lanceuse d'alerte Frances Haugen expliquait que les algorithmes de Facebook avaient attisé la haine ethnique sur la plateforme. Une enquête menée par Vice Media Group mentionnait l'exemple d'un message incitant au génocide resté en ligne pendant 24 heures avant que Facebook ne le retire. Le Premier ministre éthiopien y contribue lui aussi: le 31 octobre 2021, il publie sur Facebook un post appelant le peuple éthiopien à marcher «*avec toutes les armes et ressources dont il dispose pour défendre, repousser et enterrer le terroriste TPLF*». Ce message, retiré de la plateforme, avait été republié sur Twitter par le Premier ministre avant d'être supprimé à son tour. Le risque génocidaire, clairement identifié, oblige à ce que des mesures soient prises par la communauté internationale pour y mettre fin et poursuivre les responsables.



## Pour aller plus loin

Rapport conjoint de la Commission éthiopienne des droits de l'homme (EHRC) et du Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Enquête sur les violations présumées des droits de l'homme internationaux, des droits humanitaires et des réfugiés engagées par tous les participants au conflit dans la région du Tigré de la République fédérale démocratique d'Éthiopie*.

[www.ohchr.org/Documents/Countries/ET/OHCHR-EHRC-Tigray-Report.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/ET/OHCHR-EHRC-Tigray-Report.pdf)

Serge Dewel, *Éthiopie, une histoire - Vingt siècles de construction nationale*, éditions de l'Harmattan, mai 2021

1) [www.hrw.org/report/2016/06/15/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopia-oromo-protests](http://www.hrw.org/report/2016/06/15/such-brutal-crackdown/killings-and-arrests-response-ethiopia-oromo-protests)

2) [www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/ethiopie-massacre-de-centaines-de-civils-a-aksoum](http://www.amnesty.fr/conflits-armes-et-populations/actualites/ethiopie-massacre-de-centaines-de-civils-a-aksoum)

3) [www.hrw.org/fr/news/2021/09/16/ethiopie-des-refugies-erythreens-cibles-dans-la-region-du-tigre](http://www.hrw.org/fr/news/2021/09/16/ethiopie-des-refugies-erythreens-cibles-dans-la-region-du-tigre)

4) [www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27756&LangID=F](http://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27756&LangID=F)

5) Report of the Independent International Fact Finding Mission in Myanmar, september 2018. [https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/A\\_HRC\\_39\\_64.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/FFM-Myanmar/A_HRC_39_64.pdf)

6) [www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/ethiopia-investigate-police-conduct-after-deaths-of-five-people-protesting-ethnic-clashes/](http://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/09/ethiopia-investigate-police-conduct-after-deaths-of-five-people-protesting-ethnic-clashes/)